



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

Annexe

de la décision de la Commission relative au financement d'une mesure individuelle en faveur de la République de Guinée

Document d'action concernant le «Projet de soutien à l'émergence de l'économie créative en Guinée»

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Projet de soutien à l'émergence de l'économie créative en Guinée Numéro CRIS: GN/FED/042-692 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/ localisation	Afrique de l'Ouest, Guinée (Conakry) L'action sera menée dans les zones urbaines de Conakry, Kindia et Mamou	
3. Document de programmation	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020 pour la Guinée	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: ODD 8: Accès à des emplois décents (cibles 8.3 et 8.9) ODD secondaires: ODD 5: Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles; ODD 10: Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre; ODD 11: Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables (cible 11.4); ODD 12: Établir des modes de consommation et de production durables (cible 12.B); ODD 17: Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser.	
5. Secteur d'intervention/ domaine thématique	Appui au développement du secteur privé Renforcement des filières économiques Industries culturelles et créatives	Aide au développement: OUI ¹
6. Montants concernés	Coût total estimé: 2 500 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 2 500 000 EUR	
7. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion indirecte avec ENABEL, Agence belge de développement	

¹ L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

8 a) Code(s) CAD	Code CAD principal: 32130: Développement des petites et moyennes entreprises (PME) Codes CAD secondaires: 16061: Culture et loisirs 22040: Technologies de l'information et de la communication (TIC)			
b) Principal canal de distribution	13000 – Gouvernement tiers (coopération déléguée)			
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes avec handicap	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Marqueur internes	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Digitalisation	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Migration	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>

11. Programmes thématiques phares « Biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent »	N/A
---	-----

RESUME

L'économie créative, englobant les industries culturelles et créatives (ICC) et leurs liens avec le patrimoine culturel interpelle les politiques en raison de la spécificité du bien culturel en tant que support de l'expression et de l'identité culturelle d'une part et, d'autre part, en tant que bien marchand pouvant contribuer à la croissance économique, au progrès technologique et à l'innovation, aux revenus et à l'emploi. Or, il n'est pas suffisamment perçu que les performances de nombreux secteurs économiques, tels que l'artisanat par exemple, sont aussi liées à celles de la culture et de sa transformation créative. Les ICC ont de fortes retombées économiques et sociales sur les territoires. Par ailleurs, les industries culturelles et créatives ne se limitent pas à tirer la croissance en créant de la valeur mais deviennent des éléments clés du système d'innovation de l'économie toute entière. De ce point de vue, leur importance ne tient pas uniquement à la contribution des industries culturelles et créatives à la valeur économique et à la création d'emplois, mais aussi à la manière dont elles stimulent l'émergence d'idées ou de technologies nouvelles et les processus du changement transformationnel.

En perpétuelle mutation, elles ont intégré le numérique à leur processus de production comme à leurs modes de diffusion. La numérisation suscite néanmoins des préoccupations chez les professionnels de la culture et de la création, notamment en ce qui concerne la diversité culturelle, les droits d'auteur, la rémunération équitable des créateurs et un accès global à la culture. En Guinée, le soutien à l'économie créative et aux industries culturelles et créatives est encore faible et fragmenté. Le secteur se caractérise par des emplois précaires et des revenus incertains. Des cadres réglementaires inappropriés aux marchés culturels et créatifs les rendent trop risqués pour les investisseurs. Les petites entreprises, incubateurs, pôles d'activités et start-up n'ont qu'un accès limité à de potentiels financements. La coproduction, en particulier transfrontalière, est limitée.

En choisissant l'entrepreneuriat, la création d'emplois et la numérisation comme angle d'entrée, l'approche de cette action – à la différence d'un soutien aux initiatives culturelles – considère la culture et la créativité comme «matières premières» et se base strictement sur une logique d'appui au développement économique et social, à la numérisation et à l'innovation.

Il apparaît d'ores et déjà que les conséquences socio-économiques de la crise du COVID 19 au printemps 2020 seront importantes sans que l'on sache exactement à ce stade quel sera l'impact spécifique sur l'économie guinéenne. En raison de l'approche proposée pour cette intervention, résolument centrée sur le soutien à un secteur économique porteur d'opportunités d'emplois pour les jeunes guinéens, le présent projet doit être vu comme partie de la réponse aux conséquences socio-économiques du COVID 19.

Objectif global:

L'économie créative contribue à la croissance économique et à la création d'emploi pendant la relève post-COVID-19 en Guinée.

Objectif spécifique:

Le soutien à l'entrepreneuriat culturel et créatif et à la numérisation de l'économie créative dans les zones urbaines et péri-urbaines de Conakry, Kindia et Mamou renforce les capacités des

acteurs de la mode, du design et de l'audiovisuel à créer des entreprises et de l'emploi dans ces domaines.

Résultats

R1. La compétitivité et la croissance inclusive des entrepreneur(e)s créatifs/ves dans les secteurs de la mode, du design et de l'audiovisuel sont soutenues par des services d'incubation, de formation professionnelle, d'appuis financiers, de facilitation d'accès aux marchés, et d'accélération;

R2. L'écosystème entrepreneurial est renforcé pour faciliter l'insertion des créateurs d'entreprises /entrepreneur(e)s des domaines de la mode, du design et de l'audiovisuel aux chaînes de valeurs locales, régionales et internationales;

R3. L'environnement des affaires est amélioré pour les secteurs de l'économie créative.

1. ANALYSE DU CONTEXTE

1.1. Description du contexte

L'économie guinéenne est présentée comme peu inclusive dans le Plan de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 selon lequel le secteur primaire qui occupe environ 51 % de la main-d'œuvre ne représente que 16,8 % du PIB. Les inégalités restent importantes, l'indice de développement humain estimé à 0,466 en 2018 est réduit à 0,310 pour l'indice de développement ajusté aux inégalités. Cette perte estimée à 33 % s'explique par des inégalités très marquées dans le secteur de l'éducation². Ainsi, plus de la moitié de la population occupée contribue pour moins d'un cinquième à la création de la richesse nationale, ce qui induit de fortes inégalités de revenus entre les populations rurales et les populations urbaines, respectivement employées à 75 % et 4,2% dans le secteur primaire.

La branche des activités extractives parce que très capitalistique avec un poids relatif de 13,0 % dans le PIB, ne contribue que très peu à l'emploi (2,6 %). Les industries manufacturières qui sont une source potentielle de création d'emplois et de revenus, demeurent elles-aussi peu développées, leur poids dans le PIB est de 10,3 %. Il en est de même pour les branches de l'énergie, des transports et télécommunications, ainsi que de l'hôtellerie dont les contributions respectives au PIB sont inférieures à 5 %. L'économie est ensuite dominée par le secteur informel. L'informalisation constitue un facteur d'exclusion de nombreux actifs des créneaux d'emplois décents. Globalement, 48,7 % de la valeur ajoutée créée est le fait de l'économie informelle qui représente plus de 70 % de l'emploi total. Le secteur tertiaire est fortement dominé par les activités informelles (64 % de sa valeur ajoutée). Plusieurs branches d'activités sont ainsi dominées par les activités informelles: le commerce (87,1 %), l'hôtellerie (96,8 %), les transports et télécommunications (77 %), ainsi que les activités industrielles manufacturières (68,5 %).

De ces constats ressortent le besoin d'une diversification de l'économie ainsi qu'un appui à la formalisation des entreprises ayant une répercussion sur le nombre d'emplois décents créés. Le présent projet s'inscrit dans le domaine 3.4 du PNDES: commerce, tourisme, hôtellerie, artisanat et culture. L'art et la culture guinéenne sont riches de leur diversité basée sur les patrimoines interdépendants des groupes ethniques cohabitant en Guinée mais le manque d'opportunité économique produit également des éléments d'une crise identitaire.

² UNDP (2019), *Human Development Report 2019 Inequalities in Human Development in the 21st Century Briefing note for countries on the 2019 Human Development Report Guinea*.
Link: http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/GIN.pdf

1.2. Cadre stratégique de l'action (mondial, l'UE)

Le soutien à l'entrepreneuriat urbain dans les filières des industries culturelles et créatives s'inscrit dans le cadre de la stratégie européenne proposée dans le domaine des relations culturelles internationales par la Commission et la précédente Haute représentante dans leur **Communication conjointe au Parlement et au Conseil** «Vers une stratégie de l'UE dans le domaine des relations culturelles internationales» (2016)³. Celle-ci propose, comme un des trois volets d'action permettant de favoriser les relations culturelles internationales avec les pays partenaires, de soutenir la culture en tant que moteur du développement social et économique durable comme proposé par cette action.

Cette approche est également reflétée dans le nouveau **Consensus européen pour le Développement**⁴ (2017): «La culture est à la fois un vecteur et un facteur important de développement, et peut faciliter l'inclusion sociale, la liberté d'expression, la construction de l'identité, la responsabilisation civile et la prévention des conflits tout en renforçant la croissance économique». Pour favoriser les progrès, les stratégies préconisées utilisent la culture comme un investissement pour la croissance et l'emploi et en tant que pilier de l'activité économique, notamment à travers des appuis aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Il convient de souligner l'interdépendance de ces appuis aux MPME avec l'amélioration du **commerce** (d'abord) intérieur des biens et services en mettant davantage «l'accent sur les dimensions sociale et environnementale de la durabilité, ainsi que sur une croissance économique inclusive».⁵

Cette axe a également été souligné par le **manifeste «Culture pour le futur. Créativité, innovation et dialogue au service du développement durable»**. Ce manifeste est issu d'une réflexion engagée par la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne avec 400 experts et professionnels des secteurs culturels et créatifs des pays partenaires de l'UE et des États membres de l'UE, des organisations de la société civile, des plates-formes et d'autres services de la Commission européenne afin de promouvoir la culture, la créativité, l'innovation et le dialogue en tant que moteurs essentiels du développement inclusif et de la paix. Ses recommandations sont à la base de l'action.

En 2017, la Commission européenne a publié un cadre global pour sa politique de développement liée au numérique. Ce cadre, l'approche **Digital4Development** (D4D)⁶, également conforme au nouveau **Consensus européen pour le Développement**⁷, a souligné le potentiel des technologies et des services numériques en tant que puissants vecteurs d'un développement et d'une croissance durables et inclusifs.

La **réponse de l'Union européenne pour la transformation digitale**, sous son 3^e pilier, considère que l'entrepreneuriat numérique peut être le moteur du développement économique du 21^e siècle et que le développement d'entreprises prospères est étroitement lié aux compétences numériques. L'entrepreneuriat numérique joue également un rôle essentiel pour réduire la fracture numérique et améliorer l'inclusion des femmes dans la croissance économique et

³ JOIN(2016) 29 du 8.6.2016.

⁴ Nouveau Consensus européen pour le développement «Notre monde, notre dignité, notre avenir», JO C 210 du 30.6.2017 voir <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-9459-2017-INIT/fr/pdf>

⁵ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52017DC0667&from=EN>

⁶ Document de travail des services de la Commission SWD (2017) 157 — Digital4Development: Intégration des technologies et des services numériques dans l'UE (mai 2017) https://ec.europa.eu/europeaid/digital4development-mainstreaming-digital-technologies-and-services-eu-development-policy_en

⁷ Nouveau consensus européen pour le développement — «Notre monde, notre dignité, notre avenir» (juin 2017) https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/european-consensus-on-development-final-20170626_en.pdf

sociale. Le soutien au renforcement des capacités pour l'écosystème de start-up numérique est fondamental dans des sujets tels que le marketing, la réglementation, les exigences légales. L'accès au financement et le manque de services financiers sont parmi les principaux problèmes des start-ups et des entreprises numériques et doivent être résolus.

Il est important de souligner que le **Plan d'action Genre** (GAP II, 2016-2020) vient soutenir l'entrepreneuriat féminin et cherche à lever les obstacles portant sur l'égalité d'accès des femmes aux marchés, aux services de développement du secteur privé, aux services financiers, à l'entrepreneuriat et aux technologies de l'information et de la communication (TIC) dans ses objectifs 14 et 15.

Avec la création de l'**Alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables**⁸ en 2018, le partenariat entre les deux continents a atteint un niveau supérieur, renforçant ainsi leur coopération dans de nombreux domaines y compris l'économie numérique. En juillet 2019, un **groupe de travail conjoint UE-Union Africaine pour l'économie numérique** (DETF) a établi à cette fin un rapport final contenant un ensemble de recommandations politiques concrètes sur la manière de faire progresser la coopération entre l'UE et l'Union Africaine (UA) en vue d'exploiter tout le potentiel de la transformation numérique et d'accélérer la **réalisation des objectifs de développement durable** (cf. 4.4).

1.3. Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région

Le projet répond au Plan national de développement économique et social 2016-2020: un nouveau PNDES n'étant pas encore disponible, certaines sources évoqueraient une prolongation du PNDES actuel (2016-2020) pour un an, afin de permettre de préparer le prochain PNDES.

1.3.1. Industries culturelles et créatives

À l'initiative du ministère des sports, de la culture et du patrimoine historique, une nouvelle politique culturelle nationale a été présentée en 2018, et doit servir de guide pour les acteurs culturels en faveur de la promotion du patrimoine culturel du pays. La politique est inspirée des valeurs culturelles du pays et s'articule autour de deux grandes parties consacrées entre autres à l'état des lieux du secteur culturel guinéen d'une part, et aux principes et objectifs du document d'autre part. La nouvelle politique culturelle entend notamment apporter des réponses à la question: «comment intégrer la culture comme une composante essentielle de la croissance économique en tant que secteur participant à la création d'emplois, d'activités génératrices de revenus et de renforcement du capital humain dans la perspective du développement durable?».

La nouvelle politique culturelle vise ainsi à contribuer à l'atteinte de l'ensemble des objectifs du développement durable (ODD) en appuyant la promotion des industries culturelles pour produire de la richesse, offrir des revenus, générer des emplois et promouvoir des innovations et des connaissances. Le patrimoine matériel et immatériel des communautés, les savoirs locaux ainsi que les innovations technologiques contribueront à l'atteinte des objectifs. L'objectif 4 de l'Axe 2 de cette politique (favoriser et appuyer la créativité, les innovations et la diversification des expressions artistiques et culturelles en dotant les institutions, les organisations et les artistes de ressources appropriées) vise à appuyer les industries culturelles nationales en les intégrant dans les politiques et programmes sectoriels de développement économique et social et l'atteinte des objectifs du développement durable.

8 Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen et au Conseil - Communication relative à une nouvelle alliance Afrique - Europe pour un investissement et des emplois durables: hisser notre partenariat pour l'investissement et l'emploi au niveau supérieur. COM(2018) 643 du 12.9.2018.) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1537433689163&uri=CELEX:52018DC0643>

Les documents successifs de Stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) reconnaissent le rôle de l'économie de la culture dans la lutte contre la pauvreté en Guinée à travers son rôle moteur dans la création d'un secteur industriel capable de générer des emplois, de promouvoir l'entrepreneuriat et de créer de la richesse. Le Cadre des dépenses à moyen-terme (CDMT) pour la période 2018-2020 se base sur des objectifs prioritaires du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020. Le CDMT a ainsi retenu quatre programmes dont l'appui à l'action culturelle, le développement des infrastructures culturelles et sportives ou encore le renforcement et dynamisation du développement culturel et sportif décentralisé et participatif.

1.3.2. Politique de développement des entreprises

Réalisée dans six villes du pays, l'enquête qui a précédé l'élaboration de la stratégie de développement du secteur privé souligne que les entreprises sont surtout des microentreprises (70 % ont moins de 65 000 000 de GNF de chiffre d'affaires, soit environ 6 300 EUR), informelles (près de 90 % de l'échantillon), et surreprésentées dans le secteur du commerce et des services (28 et 22 % respectivement). La cartographie dresse également le profil type d'un(e) entrepreneur(e) dont les principales caractéristiques sont d'être: masculin (87 % de l'échantillon total), jeune (55 % de l'échantillon a moins de 39 ans), éduqué (57 % ont au moins le baccalauréat), plus de 80 % de dirigeants uniques et (très) peu outillé en matière de gestion (60 % ne disposent d'aucun outil comptable).

Depuis 2011, la Guinée s'est engagée à offrir un cadre favorable au développement des entreprises dans des secteurs prioritaires. À noter que les ICC ne font pas partie des secteurs prioritaires identifiés dans la politique gouvernementale. Une stratégie de développement du secteur privé guinéen (SDSP) a été mise en place. Cette stratégie fait face aux contraintes majeures exprimées par les entreprises: l'informalité, l'accès au financement, le manque de capacité est très important tandis que l'offre en formation est restreinte, l'environnement des affaires est trop peu favorable à la compétitivité et la communication sur les réformes et la structuration des acteurs.

La stratégie nationale veut créer 10 000 emplois à l'horizon 2020, atteindre 60 % d'entreprises formelles et faciliter l'émergence de champions nationaux. Pour y parvenir, la SDSP est organisée autour de 15 programmes stratégiques et propose un plan d'action structuré pour libérer le potentiel du secteur privé guinéen. Parmi les activités pertinentes pour le présent programme, on retiendra:

- Accroître la contribution du secteur privé au PIB car près de 90 % des entreprises aujourd'hui sont des entreprises individuelles et informelles;
- Résoudre l'écart entre le besoin en formation (81 % des entreprises souhaitent recevoir une formation) et l'accès (75 % des entreprises ne connaissent pas de structure d'assistance technique);
- Densifier et diversifier l'offre de capital pour ainsi supprimer le premier obstacle à la croissance des entreprises (pour plus de 65 % d'entre elles) en accroissant le financement au secteur privé qui est actuellement limité (trois banques détenant 60 % des ressources);
- Construire des chaînes de valeurs compétitives, afin de développer la valeur ajoutée locale actuellement restreinte (le panier d'exportation est composé à 77 % de ressources minérales) et faciliter le climat des affaires pour les entreprises;
- Disposer d'institutions privées renforcées et structurées afin de résoudre les difficultés de communication des mesures clés (68 % des entreprises ne connaissent pas l'Agence de promotion des investissements privés (APIP) à Conakry, 77 % dans les autres villes) et de dispersion.

La politique nationale d'égalité entre les sexes de 2011 est en ligne avec les documents stratégiques sur le développement des entreprises. L'objectif 2 de l'axe stratégique 3 souligne la nécessité de renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes et des hommes pour une plus grande autonomisation.

1.4. Analyse des parties prenantes

1.4.1. Les entreprises culturelles et créatives

Le secteur privé de la culture et de la créativité est peu organisé et encadré. Les acteurs ne sont pas toujours bien définis selon des statuts précis: flou dans la distinction entre association et entreprise privée, double statut de l'artisanat entre les sous-secteurs de l'industrie, du tourisme et de la culture, double statut de certaines entreprises culturelles, etc. Ce flou juridique et institutionnel peut rendre plus difficile l'octroi d'appuis aux entrepreneur(e)s privés du secteur de la culture, sous forme de subventions ou d'exonérations fiscales par exemple. À certaines occasions, certaines entreprises privées bénéficient d'un soutien ponctuel de l'État qui ne s'inscrit pas pour autant dans un programme formel d'appui au secteur des industries culturelles et créatives.

Aucune statistique ne permet à ce jour d'évaluer la contribution du secteur des industries culturelles et créatives au PIB, à l'emploi et aux revenus des acteurs. Un petit nombre d'entreprises culturelles dispose d'une surface financière, logistique et de communication leur permettant de mettre sur le marché un volume de produits ayant une valeur ajoutée significative.

Même si leur action n'est pas exclusivement orientée vers la rentabilité commerciale, les entrepreneur(e)s privés opèrent d'abord tout naturellement dans les domaines considérés comme «rentables» de l'action culturelle, principalement l'industrie du spectacle vivant et de production musicale et audiovisuelle. Les activités se concentrent sur Conakry, probablement en raison de la taille du marché, des difficultés de logistique (routes, moyens de transport inadéquats) et du faible pouvoir d'achat des populations des villes secondaires et des populations de l'intérieur. Il y a également, en certains endroits du pays, l'existence d'entrepreneur(e)s privés, principalement de production musicale et audiovisuelle (studios d'enregistrement, ...)

Les filières en lien avec le textile, la mode et le design sont également prometteuses. Elles intéressent particulièrement les jeunes femmes entrepreneures qui peuvent être valorisées par des exemples de réussite dans le secteur. Chacune des régions naturelles de la Guinée se caractérise par des savoir-faire spécifiques en matière de production artisanale de textiles – on citera notamment le Këndili de la Basse Côte, le Lépi du Fouta, ou encore la Forêt sacrée de la région forestière. Un intérêt croissant est porté à ces tissus, notamment valorisés par une frange de la classe politique et de la population guinéenne qui cherche à mettre en avant le textile guinéen. Plusieurs opérateurs économiques, en particulier stylistes, fabricants de textile, designers d'intérieur, décorateurs, contribuent à renforcer cette tendance en mettant le textile guinéen au cœur de leur proposition de valeur.

1.4.2. APIP

L'Agence de promotion des investissements privés (APIP) a pour mission de promouvoir l'investissement privé et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière de développement des investissements privés nationaux et étrangers. L'APIP assure également le Secrétariat permanent du Conseil présidentiel des investissements et des partenariats public-privé (CPI-PPP), créé sous l'autorité du président de la République, et qui a pour mission de promouvoir le dialogue entre l'État, le secteur privé et la société civile en vue d'améliorer le climat des investissements en Guinée. L'APIP est au centre du dispositif d'appui au secteur privé et assure les fonctions de guichet unique de l'investisseur. L'APIP dispose d'antennes dans les quatre régions qui sont chargées d'effectuer les tâches exécutives liées à la mission de l'Agence.

L'action pourra aussi s'appuyer sur les expériences de l'Agence intégrant la promotion féminine et des personnes handicapées.

1.4.3. Incubateurs culturels

En Guinée, l'écosystème de structures d'appui aux entreprises (SAE) est encore naissant et en cours de professionnalisation. Sur une dizaine de SAE recensées, on notera que quatre se démarquent pour la promotion des ICC.

En premier lieu, Les Studios Kirah, se positionnent comme un incubateur de projets culturels. Cette structure a vocation à accompagner les entrepreneurs culturels à organiser des manifestations artistiques et soirées culturelles, à constituer une plateforme d'échanges et de travail. Malgré des services d'accompagnement encore limités, Les Studios Kirah bénéficient d'une expertise métier forte et d'une volonté affichée de se structurer et de renforcer ses services d'appui aux entrepreneurs.

Trois autres incubateurs, Osez Innover, Jatropa et Saboutech, se démarquent pour le développement des ICC. À travers son modèle de franchise sociale, Osez Innover propose un dispositif innovant pour améliorer la professionnalisation et l'accès au marché des artisans. Jatropa met l'accent sur l'innovation digitale, à travers l'incubation d'entreprises évoluant dans ce secteur et la mise en place de Fablabs. Historiquement, Saboutech met l'accent sur l'accompagnement d'entreprises innovantes évoluant notamment dans le secteur des TIC.

1.4.4. Le Ministère des sports, de la culture et du patrimoine historique

Le ministère des sports, de la culture et du patrimoine historique a pour mission la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans les domaines de la culture, des sports et du patrimoine historique. À cet effet, il dispose de compétences tant sur le plan législatif et réglementaire que dans des interventions publiques, directes ou indirectes dans les domaines de l'action culturelle aux niveaux national, déconcentré et décentralisé. Il est entre autres chargé de favoriser la création et le développement des industries et entreprises culturelles.

1.4.5. Système de formation professionnelle et insertion professionnelle

Il existe de nombreux centres de formation professionnelle qui assurent la formation de jeunes à l'apprentissage de métiers divers. Les centres de formations professionnelles publics sont sous la tutelle du ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle, emploi et travail (METFPET). Il existe également des centres de formation privés gérés par des organisations non gouvernementales (ONG), projets, entreprises, ou organisations professionnelles, qui offrent non seulement des formations formelles, mais aussi des formations non-formelles (courte durée).

L'Agence guinéenne pour la promotion de l'emploi (AGUIPE) est sous tutelle du METFPET et facilite l'insertion des jeunes qui sortent des centres de formations professionnelles. L'Office national de formation et de perfectionnement professionnels (ONFPP) participe à l'amélioration des compétences de la main d'œuvre guinéenne par la mise en place de programmes de formation de perfectionnement et de qualification professionnelle destinés aux travailleurs en activité, aux demandeurs d'emploi et aux jeunes déscolarisés. Il appuie la création d'organismes de formation, de perfectionnement professionnel et d'apprentissage.

Les points focaux genre de ces différentes agences seront sollicités pour mieux cibler les femmes dans des filières porteuses avec des formations adaptées. Des systèmes de *mentoring* pourront être mis en place auprès de l'entrepreneuriat féminin mais aussi auprès de différents groupes minoritaires.

1.4.6. Bureau guinéen des droits d'auteurs (BGDA)

Cette institution paraétatique est chargée de la gestion des droits d'auteurs. La mondialisation des échanges et le développement des nouvelles technologies, notamment l'apparition de l'Internet, avec leur corollaire de dématérialisation des œuvres et leur utilisation massive sous divers modes, ont donné naissance à de nouveaux acteurs, comme les auteurs multimédias, et à de nouveaux droits. Un projet de loi révisé avec l'appui de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) doit faire l'objet d'un toilettage et être soumis pour adoption à l'Assemblée nationale.

1.4.7. Les associations culturelles

Les enquêtes indiquent que, dans toutes les communes urbaines et rurales, il existe des associations culturelles formelles en nombre important qui ne sont pas répertoriées dans les statistiques; elles sont encore plus nombreuses dans l'informel et très peu sont structurées et formalisées; toutes les couches sociales y sont représentées (femmes, jeunes, personnes âgées, étudiants, personnes handicapées etc.).

Groupes cibles prioritaires

Les groupes cibles de l'intervention sont:

- les **micros, petites et moyennes entreprises (MPME)** dans le secteur des industries culturelles et créatives, en particulier dans les domaines de l'audiovisuel et de la mode et du design existantes et actives dans les centres (péri)urbains de Kindia et Mamou et dans la Capitale.
- les **organismes (publics/privés) offrant des services aux entrepreneurs culturels et créatifs**, notamment ceux spécialisés dans de services financiers et non financiers (incubateurs, organisations et associations, ONG, structures étatiques, autres structures spécialisées...), dont les capacités seront renforcées et qui auront élargi leur base de clientèle.
- les **décideurs**, par les activités qui ciblent un meilleur accès des décideurs à l'information sur les industries culturelles et créatives, l'intervention pourra le cas échéant contribuer à l'élaboration de stratégies et des plans de développement économiques dans ces domaines.
- l'accès des **femmes et des jeunes** à l'entrepreneuriat dans l'économie créative sera stimulé en particulier.

1.5. Analyse des problèmes/domaines d'appuis prioritaires

La faible part du budget national allouée au développement de l'économie créative relève d'une faible perception et visibilité des impacts économiques de ces secteurs en termes d'emplois, de revenus et de contribution au PIB. Dans les pays en développement, les indicateurs UNESCO de la culture pour le développement montrent que les secteurs d'activités culturelles et créatives représentent de 1,5 % à 5,7 % du PIB dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, ce qui met en exergue les différences sur les plans du cadre politique et institutionnel, du niveau de participation et d'éducation, et de la liberté d'expression. À titre de comparaison, les consultants d'E&Y ont identifié que le poids de ce secteur économique en Europe avoisine les 536 milliards d'euros de revenus, soit 4,2 % du PIB européen. Elles emploient 7,1 millions de personnes, ce qui en fait le troisième employeur de l'Union européenne (hors secteur public), derrière le secteur de la construction et celui des services de restauration. Ce potentiel de création d'emploi rend le secteur davantage plus intéressant pour l'intégration des jeunes dans la vie active.

Brouillant les frontières entre services et industries, l'économie créative peut être définie de manière générale comme un ensemble d'activités diverses tournées vers l'exploitation

marchande de la création esthétique. À l'heure actuelle, les secteurs d'où émergent les produits culturels constituent un front très dynamique ainsi qu'un pilier de l'économie urbaine. Les villes modernes vivent dans une large mesure de leurs capacités à concevoir, à produire et à faire circuler une gamme énorme de produits culturels. L'économie créative, englobant les industries culturelles et créatives (ICC), interpelle les politiques d'une part du point de vue de la spécificité du bien culturel en tant que support de l'expression et de l'identité culturelle et, d'autre part, de bien marchand pouvant contribuer à la croissance économique, au progrès technologique et à l'innovation, aux revenus et à l'emploi. Les ressources culturelles et créatives représentent un vaste potentiel économique et social qui peut contribuer à réduire le chômage des jeunes. En perpétuelle mutation, l'économie créative a intégré le numérique à son processus de production comme à ses modes de diffusion, réduisant la fracture numérique qui reste pourtant importante en Guinée entre la capitale et les régions ainsi qu'entre les hommes et les femmes.

Cependant, le secteur se heurte à des obstacles qui l'empêchent d'exploiter pleinement son potentiel: la faiblesse des institutions, la fragilité et l'incertitude des environnements culturels dissuadent souvent les investisseurs de s'engager dans des projets à long terme en matière de culture. L'insuffisance et la mauvaise répartition des infrastructures culturelles sur l'ensemble du territoire national, la faible diffusion des produits culturels sur le marché, la faible consommation des produits culturels locaux par les populations, l'insuffisance du personnel qualifié, la faible promotion du produit culturel *made in Guinée* à l'intérieur et à l'extérieur du pays et la faible attractivité du secteur culturel pour des investissements privés étrangers sont les principaux facteurs du faible dynamisme des industries culturelles guinéennes.

Des premiers échanges avec les structures d'appui et opérateurs économiques actifs au sein des filières ICC ont permis d'identifier l'audiovisuel, la mode et le design comme étant des filières particulièrement porteuses. En Guinée, la filière audiovisuelle est notamment stimulée par le dynamisme des activités en lien avec la communication sur les médias traditionnels et en ligne, l'organisation de conférences et le développement de contenus digitaux. Dans cette dernière activité réside également le grand potentiel trans-sectoriel de l'audiovisuel qui le fait presque constamment collaborer par exemple avec la musique et les arts de la scène en général. Les filières mode et design sont quant à elles stimulées par de nouvelles tendances de consommation qui privilégient les produits locaux et constituent des exemples pour l'entrepreneuriat féminin. Des études complémentaires pourront être conduites pour confirmer le choix de ces filières prioritaires et pour identifier les niches porteuses en termes de création de valeur et d'emploi.

Principales faiblesses dans les domaines de l'audiovisuel relevées lors de l'élaboration de la nouvelle politique culturelle:

- Politique: la méconnaissance par les décideurs de l'importance du secteur en tant que secteur de croissance, d'emplois et de revenu ;
- Infrastructures: des locaux insuffisants et non adaptés, le manque de source d'énergie, la faible puissance des émetteurs, la faiblesse des moyens de logistique et l'accès difficile à des zones où les routes sont impraticables, surtout en raison des pluies;
- Finances - marché: des ressources financières insuffisantes face aux coûts de production et de distribution, des marges de bénéfices trop faibles pour supporter le fonctionnement, les amortissements et de nouveaux investissements, un public restreint pour les œuvres de qualité;
- L'importance du secteur informel et d'activités illégales qui font une concurrence déloyale au secteur formel;
- Technologies: le faible équipement en TIC et le coût élevé des matériels, l'insuffisance de techniciens qualifiés et manque de structures de formation appropriée, fracture numérique entre les femmes et les hommes;

- Organisation – management: l’absence de réseau de distribution des produits, le manque d’organisation des acteurs, une faible collaboration et coopération entre les radios rurales, les radios privées, les studios privés, les télévisions, etc., et les services de la culture.

L’artisanat se heurte à un certain nombre de handicaps:

- Le grand public guinéen est, en général, peu intéressé par l’art graphique et l’artisanat traditionnel, sauf quelques exceptions notables comme le textile par exemple.
- La pauvreté monétaire contribue également à la faiblesse de la demande pour les produits, concurrencés par les produits manufacturés d’origine étrangère, souvent de qualité moindre (ustensiles en plastique).
- Les pouvoirs publics n’ont pas, jusqu’ici, envisagé de constituer «une collection nationale» et ne procèdent pas à «des commandes officielles» pour décorer les établissements publics. De ce fait, les principaux clients pour les produits de l’artisanat traditionnel sont les étrangers de passage ou résidents dans le pays; dans la mesure où le tourisme est encore peu dynamique, cette clientèle reste considérablement réduite.
- La Guinée se caractérise par une absence quasi totale de structures spécifiques d’illustration, de promotion et de vente des produits des arts graphiques et de l’artisanat local. Hormis dans les hôtels internationaux et au Centre culturel franco-guinéen, il n’y a pratiquement pas de galeries d’art ou d’espaces réservés à des expositions. Un effort a été fait par le gouvernement pour doter certaines préfectures de centres artisanaux, mais ceux-ci sont encore peu fonctionnels et les expositions y sont rares. Les foires, à Conakry, et surtout en région, sont occasionnelles; les conditions d’accès pour les artistes et artisans aux stands et pavillons sont rédhitoires; les artistes qui parviennent à y présenter leurs œuvres ne trouvent pratiquement pas suffisamment d’acheteurs permettant de justifier leur location.

Il y a cependant une scène émergente pour un artisanat plus créatif et de haute qualité, valorisant des savoir-faire traditionnels. Ce phénomène concerne notamment les textiles domestiques (teinture indigo, batik, teinture de la forêt), la mode, et, plus récemment, le design d’intérieur, etc. L’intérêt des designers guinéens et étrangers pour innover et créer à partir du patrimoine pourrait être un stimulant pour ces expressions qui ont un grand potentiel d’évolution.

Il est à noter que les secteurs à potentiel identifiés ne seront pas exclusifs. Les collaborations existantes entre les secteurs, par ex. l’audiovisuel et la musique, sont des sources de développement de nouveaux produits et services. Étant donné que la numérisation est un fil rouge du projet, ces collaborations seront activement recherchées afin de promouvoir l’innovation.

L’entrepreneuriat urbain

L’axe Conakry-Kindia-Mamou constitue un pôle de développement socio-économique important pour la Guinée. Notamment les centres urbains sur ce corridor stratégique font preuve d’un potentiel et d’atouts de développement importants. La ville de Kindia est un centre commercial important en très forte croissance démographique (+300 % en 20 ans). La ville de Mamou constitue un carrefour stratégique important vers le reste du pays et la sous-région (connections vers l’ouest (Conakry), le nord (Sénégal), le nord-est (Mali), la partie est du pays et les pays voisins au sud). Conakry est la capitale avec une économie très diversifiée qui compte près de 3 millions d’habitants, soit un quart de la population du pays. Le contexte de Conakry est fort différent de celui des villes de Kindia et de Mamou. Ainsi, en termes de développement économique Conakry connaît un développement plus dynamique que les villes de Kindia et de Mamou, avec une réelle diversification des activités économiques et une concentration importante de services publics et d’entreprises privées. Avec ses hubs d’innovation, ses

plateformes associatives et ses collectifs de jeunes émergents, la capitale peut être considérée comme un pôle d'innovation et de concentration d'initiatives prometteuses

En revanche, l'artisanat représente une activité économique qui est relativement plus importante dans les villes de Kindia et Mamou qu'à Conakry. Difficile à répertorier car majoritairement informel, l'artisanat est un grand «employeur» dans ces villes secondaires. Il comprend la fabrication des objets usuels et d'ornement: teinture, cotonnades, outillages, saponification, couture, sandales, menuiserie, etc. À Kindia, comme à Mamou, il existe des fédérations des associations (groupements) d'une vingtaine de différents corps de métiers artisanaux.

D'une façon générale, les principaux défis liés au développement de l'entrepreneuriat dans les centres urbains sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou peuvent être résumés comme suit:

- la présence massive d'opérateurs privés informels (90 %) «auto-employés», microentreprises et quelques PME actives. Même les entreprises formelles reconnaissent une part importante d'informalité dans leurs activités. Globalement, le secteur privé est affecté négativement par le coût des facteurs de production et un environnement des affaires pénalisant;
- le faible niveau de développement humain et de cohésion sociale constitue un des principaux défis pour la réalisation d'une croissance économique plus inclusive;
- le manque d'accès au financement. Le secteur bancaire se concentre essentiellement sur les crédits à court terme ce qui entraîne une faible compétitivité du secteur bancaire. Selon la Banque mondiale, seulement 9 % des PME ont un prêt bancaire. L'accès aux points de services financiers demeure une contrainte réelle en dehors de Conakry.

Actuellement, une nouvelle génération d'entrepreneurs culturels émerge, *digital natives* ou issus de l'univers de la création, qui inventent de nouveaux modèles économiques et de nouveaux usages. Ces nouveaux acteurs se caractérisent par leur capacité à se positionner sur des niches à forte valeur ajoutée, en proposant des biens et services différenciés de qualité et en surfant sur les opportunités que représente le numérique en termes d'innovation. Tout un écosystème se met peu à peu en place, à l'échelle des territoires, pour les accompagner dans leur développement. L'enjeu est de permettre à ces acteurs de réaliser des sauts qualitatifs, en soutenant notamment leur capacité d'innovation.

2. RISQUES ET HYPOTHÈSES

Risques	Niveau de risque (E/M/F) ⁹	Mesures d'atténuation
Les capacités d'absorption des entrepreneurs et structures d'appui évoluant au sein des secteurs de l'économie créative sont limitées.	M	Cibler des activités complémentaires à l'intervention entrepreneuriat urbain d'ENABEL et s'appuyer sur les diagnostics/identification des acteurs déjà réalisés.
Opportunités de financement et d'accès au marché limitées des opérateurs existants.	E	Nouer des partenariats stratégiques avec des acheteurs, mécènes, structures partenaires afin d'ouvrir l'accès des opérateurs guinéens à de nouvelles sources de financements et de nouveaux marchés.
Culture >< économie créative: interférences des acteurs institutionnels de la culture.	M	Travailler avec les acteurs de l'entrepreneuriat.
Large spectre de l'économie créative et des ICC, compte tenu de la durée et du budget limités.	M	Se focaliser sur les secteurs les plus porteurs au niveau de la Guinée: à ce stade, les secteurs choisis sont l'audiovisuel, la mode et le design.
Un secteur privé à 90 % informel, de très petite taille et peu diversifié, ce qui limite les opportunités d'innovation et de «passage à l'échelle».	M	Développer des outils et instruments d'appui aux entreprises de moyenne et grande taille, y compris pour des investisseurs étrangers. Appuyer la formalisation des acteurs ayant atteint un certain seuil de capacités (techniques, humaines, financières).
Le secteur de la formation professionnelle dans les métiers liés à l'économie créative est fragmenté.	M	Identifier et appuyer des structures existantes (formelles et informelles); appuyer leur structuration et si pertinent, appuyer la diversification et la modernisation de leur offre de formation. Adopter une approche «pilote» dont l'output principal doit être de créer les conditions pour l'émergence d'un écosystème structuré.

⁹ Élevé (E), moyen (M), faible (F).

Secteur de l'économie créative très fragmenté car pas (ou très peu) structuré en fédérations professionnelles, ce qui rend difficile le dialogue et partenariat avec le secteur.	E	Identifier et appuyer des structures existantes (même informelles) et appuyer leur professionnalisation et structuration. Adopter une approche «pilote» dont l'output principal doit être de créer les conditions pour l'émergence d'un écosystème structuré.
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité politique et l'existence de marges de manœuvre fiscales pour l'État guinéen (à reconsidérer également en fonction de l'impact de la crise du COVID 19), • Impact socio-économique de la crise du COVID 19 dans les centres urbains, en particulier dans le secteur de l'économie créative est équilibré et présente également des opportunités, • Engagement politique par rapport au soutien de l'entrepreneuriat dans les industries culturelles et créatives. 		

3. ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1. Enseignements tirés

L'approche de ce projet s'inscrit dans l'évolution graduelle des appuis de l'Union européenne aux secteurs d'activités culturelles et créatives. En suivant l'évolution des approches des projets de soutien aux initiatives culturelles (mis en œuvre dans un nombre de pays en Afrique de l'Ouest) et du projet d'appui au développement économique et social de la culture (PADESC) au Mali, ce projet développe encore plus fortement une approche qui vise le développement structurel d'un secteur économique à travers un soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et à la création d'emploi.

Cette approche promeut un soutien à l'émergence d'une économie créative, encore faible en Guinée, et choisit l'entrepreneuriat comme porte d'entrée au lieu de s'adresser à des initiatives culturelles, bien que ces dernières ont un rôle important à jouer dans la création d'espaces pour la réflexion et projection sociétale. L'accent mis ici sur la dimension économique et sociale suit un des axes proposés par les colloques internationaux organisés à Bruxelles par la Commission Européenne, et en particulier la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DEVCO), en 2009 et 2019 qui ont été l'occasion pour un nombre important de professionnels concernés dans le pays en voie de développement de s'exprimer sur les besoins et les stratégies de développement pour leurs secteurs.

En ce qui concerne le soutien aux secteurs d'activités culturelles et créatives, les différentes évaluations du PADESC et des programmes ACPfilms, ACPcultures et ACPcultures+ serviront à la bonne formulation de la mise en œuvre, surtout concernant le soutien au secteur audiovisuel. Les expériences faites actuellement dans le cadre du projet *Ethical Fashion Initiative* dans la création d'emplois équitables et le développement durable de micro-entreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaînes de valeur spécifiques liées aux secteurs de la mode, du *lifestyle* et de l'aménagement d'intérieur au Burkina Faso et au Mali seront étudiées afin des pouvoir les adapter aux réalités de la Guinée.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Même si un document de programmation conjointe n'a pas été élaboré en Guinée, des démarches existent néanmoins pour renforcer la coordination ainsi que la complémentarité et la division de travail entre les États membres. Une rencontre mensuelle des États membres (Ambassades et Agences de coopération) a lieu pour des échanges d'information et faire un point sur les principaux dossiers en cour, ainsi que les enjeux et difficultés rencontrés dans la mise en œuvre de la programmation. Parallèlement, une actualisation et mise en commun des domaines d'interventions de chaque bailleur a eu lieu; ce travail a permis d'établir quels sont les secteurs dans lesquelles il existe une forte présence des États membres (domaine de la santé, notamment) et ainsi que ceux qui en sont dépourvus (changement climatique, culture, commerce, gouvernance minière, etc.).

L'Union européenne met actuellement sur pied un dispositif d'accès au financement des secteurs culturels et créatifs. D'intéressantes synergies et opportunités pour renforcer les ICC participantes au programme vont être ouvertes par la nouvelle initiative CREATIFI qui va être mise en œuvre dès cette année dans presque toute l'Afrique par trois divers banques de développement: la Banque africaine de développement (BAD), la *Kreditanstalt für Wiederaufbau* (KFW) et le Groupe agence française de développement (PROPARCO). Le premier contrat CREATIFI qui sera mis œuvre sera celui avec KFW, qui va soutenir 36 fonds locaux dans différents pays d'Afrique pour faciliter l'accès au financement pour les industries culturelles et créatives de la région. Dans le cadre du programme ACP-UE Culture, des actions faciliteront l'accès au financement via des mécanismes innovants, tels que par ex. conseils, outils, ressources pour le démarrage d'entreprises, recherche et/ou à l'amélioration des accès aux approches technologiques innovantes.

Du côté de la digitalisation, la future mise en place du EU-Africa D4D Hub peut être signalée, un nouvel instrument innovant pour soutenir les efforts de transformation numérique en Afrique en s'appuyant sur une expertise et des réseaux numériques communs et en renforçant les partenariats européens et africains dans le domaine de la transformation numérique. En renforçant les capacités des acteurs publics et privés, en facilitant les partenariats, en stimulant le partage des connaissances et en soutenant l'identification et la mise en œuvre de plans d'action numériques ambitieux mais réalisables, le EU-Africa D4D Hub visera à soutenir et à accélérer l'identification et la mise en œuvre des priorités des pays partenaires dans le domaine du numérique. Des synergies concrètes et un accompagnement pourraient être imaginés dans les domaines du développement des compétences TIC et numériques chez les partenaires publics et privés, des marchés publics électroniques, de l'intégration de bases de données et du cadre d'interopérabilité, etc.

Pour ce qui concerne les interventions mises en œuvre par ENABEL, l'Agence belge de développement, dans le cadre de son programme de coopération gouvernementale, les interventions les plus pertinentes avec lesquelles la présente intervention doit établir des synergies sont:

- **L'intervention «entrepreneuriat urbain» (2019-2023)**, qui intervient dans des centres (péri)urbains de Kindia et Mamou et quelques lieux ciblés de la capitale. Elle mise sur l'amélioration des performances économiques, techniques et sociales des MPME des hommes, femmes et jeunes dans des secteurs divers (artisanat, agricole, informatique...) et sur la génération d'emplois stables et décents. L'intervention se focalise sur des entreprises existantes ayant besoin des appuis d'accélération et/ou d'innovation. L'intervention travaille également sur l'inclusivité, la gouvernance et le renforcement de l'environnement des affaires.

Cette intervention a un lien fort avec l'économie créative, permettant de faire émerger une masse d'opérateurs critiques au sein de ces filières en lien avec les ICC, favorisant ainsi les synergies

avec un programme dédié spécifiquement au développement des filières créatives. Le digital représente une composante importante pour soutenir l'innovation dans tous ces secteurs.

- **L'intervention «entrepreneuriat féminin» (2019-2023)**, qui intervient sur le même axe géographique comprenant les espaces rural et urbain. Elle envisage des appuis spécifiques à l'activité économique et l'emploi des femmes entrepreneures en vue de contribuer à la réalisation de leurs droits et chances et à l'atténuation des effets des pesanteurs socio-économiques qui entravent leur liberté d'entreprendre. Les appuis visent spécifiquement:
 - les MPME de femmes actives en amont et l'aval des filières porteuses;
 - les MPME dans le secteur de l'artisanat, en vue de stimuler l'inclusion économique des femmes et l'innovation.

Les actions visent également une meilleure gouvernance et la conscientisation des communautés (dans leur globalité) par rapport à l'importance de l'autonomisation des femmes. Les outils mis en place par cette intervention spécifique de l'entrepreneuriat féminin, comme les analyses genres et les analyses des niches de l'entrepreneuriat féminin liées à la culture pourront être étendus à l'action développée ici.

En Guinée, l'UE finance également une action d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes, INTEGRA, (2018-2022) dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence. La partie de l'action mise en œuvre par Enabel s'articule autour de la réalisation d'infrastructures de développement socioéconomique par des entreprises locales, la création d'emplois à court et moyen terme au travers d'un parcours d'intégration durant 9 mois, et un coaching entrepreneurial. INTEGRA intervient également dans le renforcement des capacités concernant la formation professionnelle, entre autres dans les métiers de la couture et du stylisme, de l'audiovisuel et du web-design. Les partenaires de mise en œuvre pour cette partie sont ITC et l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) en partenariat avec le ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle, de l'emploi et du travail (METFPET). Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) intervient, toujours dans INTEGRA, sur les FabLabs créés avec l'incubateur Jatropa. *United Nations Capital Development Fund* (UNCDF) complète les appuis d'INTEGRA par ses offres d'éducation financière et d'accès aux comptes et paiements en ligne.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1. Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

Objectif global:

L'économie créative contribue à la croissance économique et à la création d'emploi pendant la relègue post-COVID-19 en Guinée.

Objectif spécifique:

Le soutien à l'entrepreneuriat culturel et créatif et à la numérisation de l'économie créative dans les zones urbaines et péri urbaines de Conakry, Kindia et Mamou renforce les capacités des acteurs de la mode, du design et de l'audiovisuel à créer des entreprises et de l'emploi dans ces domaines.

Résultats (R1, R2, R3)

R1: La compétitivité et la croissance inclusive des entrepreneur(e)s créatifs/ves dans les secteurs de la mode, du design et de l'audiovisuel sont soutenues par des services d'incubation, de formation professionnelle, d'appuis financiers, de facilitation d'accès aux marchés, et d'accélération

Activités (indicatif):

- Réalisation d'hackathons ouverts à tous les acteurs, mais aussi spécialement destinés aux jeunes femmes ou à certaines catégories ou groupes dans des situations vulnérables (ex. personnes handicapées) et accompagnement de porteurs de projets dans la phase de pré-idéation et d'idéation,
- Renforcement de la structuration et des compétences des fédérations professionnelles existantes,
- Identification des marchés porteurs et appui à la structuration de clusters/chaînes de valeur inclusives,
- Promotion de la connaissance du marché, notamment les niches, en s'appuyant par exemple sur les études des niches porteuses identifiées (entrepreneuriat urbain et féminin),
- Renforcement des capacités des entrepreneurs culturels et créatifs pour améliorer leurs capacités de production et de commercialisation respectueux de l'environnement et des normes de travail décent avec des services spécifiques aux femmes entrepreneures,
- Accompagnement pour une montée en gamme qualitative des produits de la mode, design, audiovisuel et des produits trans-sectoriels,
- Soutien à des productions de contenu à travers des appuis financiers ciblés afin d'augmenter la qualité des produits mis sur les marchés,
- Promotion et accompagnement technique des entrepreneur(e)s pour des processus de production, de commercialisation et de démonstration qui soient respectueux de l'environnement,
- Développement des compétences techniques des entrepreneur(e)s/employé(e)s évoluant au sein des filières visées à travers une offre de formation professionnelle de qualité, flexible, moderne et répondant aux besoins actuels et futurs, répondant aux besoins identifiées par les secteurs eux-mêmes,
- L'offre en formations en ligne, déjà fortement en progression pendant la phase des restrictions sanitaires liées au COVID-19, sera également renforcée, donnant accès à des bénéficiaires en dehors de la couverture géographique de l'action et élargissant le vivier de créativité capturé par l'action,
- Développement de plateformes numériques de mise en relation entre les producteurs/créateurs et les différents «techniciens»; développer la rencontre de l'offre et de la demande de compétences dans les secteurs de l'audiovisuel de la mode et du design,
- Digitalisation (*digital literacy*, *digital skills*, transformation digitale et utilisation du marketing digital),
- Soutien au développement d'innovations numériques (produits ou services ou dans les processus de fabrication de ces produits ou services).

R2: L'écosystème entrepreneurial est renforcé pour faciliter l'insertion des créateurs d'entreprises/entrepreneur(e)s des domaines de la mode, du design et de l'audiovisuel aux chaînes de valeurs locales, régionales et internationales

Activités (indicatif):

- Développement de services d'appui et d'espaces de promotion dédiés (surtout en ligne),
- Promotion d'un/de centres d'excellence en lien avec les filières porteuses, dans le cadre de partenariats avec des privés et/ou institutions existantes (BlueZones, concept stores...),
- Renforcement des incubateurs ayant une forte valeur ajoutée/capacité de structuration des filières créatives et culturelles,
- Mise en place/équipement de FabLab, offrant la connectivité aux bénéficiaires, permettant le prototypage de produits/services dans les domaines de l'audiovisuel, de la mode et du design en partenariat avec les incubateurs pertinents,
- Mise en place/équipement d'un atelier multimédia pour la création et formations en arts graphiques et numériques,
- Collaboration avec l'APIP (en particulier en ce qui concerne la promotion des investissements et la diffusion de l'information en lien avec les filières visées),
- Développement de réseaux et mobilisation de partenaires (privés, fondations, universités),
- Plateformes et mobilisation de partenaires de la sous-région et internationaux - fondations, mécènes (ex : Creatis, Fondation Rothschild etc.),
- Mobilisation d'un network d'entrepreneur(e)s et entreprises de la sous-région - activités de networking avec des entrepreneur(e)s culturels évoluant au sein des filières visées en vue d'un partage d'expérience/développement de relations d'affaires, mise en relation avec de potentiels acheteurs/offtakers sur les principaux marchés cibles,
- Soutien à la mobilité des artistes et des entrepreneurs créatifs et leur participation à des foires commerciales à l'étranger,
- Mesures spécifiques de mise en réseaux et de visibilité des services offerts spécifiquement aux femmes entrepreneures culturelles.

R3: L'environnement des affaires est amélioré pour les secteurs de l'économie créative

Activités (indicatif):

- Parcours de formation professionnelle aux métiers de la mode du design et de l'audiovisuel et renforcement des structures existantes. Diversifier et moderniser l'offre par de la formation professionnelle initiale, de la mise en place de nouvelles filières ou programmes de formation pour des métiers ICC au sein du système de formation «classique» ou initiale,
- Accès au financement et innovation (par ex. crowdfunding, partenariats financiers, ...),
- Collecte des données sur les entreprises et les investissements dans les secteurs de l'économie créative afin de mieux connaître leur contribution à la croissance et à l'emploi,
- Information des parties prenantes et des investisseurs sur le poids économique représenté par l'économie créative,

- Propriété intellectuelle et droits d’auteur,
- Améliorer la position des créateurs de contenu dans les négociations avec les fournisseurs de partage de contenu en ligne,
- Création, en partenariat avec le gouvernement de Guinée, de scénarios d’incitation fiscale pour les productions de contenus dans les secteurs afin de les rendre plus compétitifs.

La numérisation sera le vecteur transversal des activités. Dans le sens où l’entrepreneuriat et la numérisation caractérisent l’approche, les activités du projet seront aussi déployées d’une manière trans-sectoriel pour développer le potentiel de synergies et de développement de nouveaux produits et services.

4.2 Logique d'intervention

Changements visés et orientations stratégiques

Cette intervention entend contribuer au renforcement du tissu économique dans le secteur des industries culturelles et créatives, en particulier dans les domaines de l’audiovisuel et de la mode et du design. L’intervention vise la croissance du nombre d’opérateurs économiques, l’amélioration des performances des entreprises (MPME) qui y sont actives et la création d’emploi dans ces secteurs porteurs. L’objectif recherché à terme, est de faire évoluer le tissu économique par la stimulation de la diversification économique, à travers l’investissement dans des secteurs prometteurs, dans des nouvelles technologies de production et d’accès au marché (plus efficace et plus compétitive) ou encore par l’émergence d’entreprises dans l’économie numérique.

Le focus est mis sur des entreprises inclusives et des initiatives entrepreneuriales générant des emplois stables et ayant des effets structurants sur le tissu économique local. Des actions seront destinées à soutenir la création d’entreprises, à offrir des services d’accélération aux entrepreneurs et femmes entrepreneures en démarrage ou en processus de changement par l’accès à des formations, du mentorat, à des investisseurs et à d’autres formes de soutien pour les aider à devenir plus performantes, stables et autonomes. L’intervention travaillera à la formation professionnelle et à la professionnalisation des talents dans les différents métiers de l’audiovisuel et de la mode et du design en lien avec les besoins de l’industrie.

En terme de type de formation, l’intervention privilégiera des formations non-formelles (courte durée) pour les employés et entrepreneurs futurs et existants du secteur ICC à travers une offre de formation professionnelle de qualité, flexible, moderne et répondant aux besoins actuels et futurs. Il est également envisagé d’appuyer la mise en place de nouveaux programmes de formation pour des métiers ICC au sein du système existant de formation «classique» ou initiale.

L’ambition du projet est de tester avec les parties prenantes des actions en vue de créer des conditions favorables à l’émergence d’un écosystème structuré. En raison de sa durée et des moyens qui sont alloués à ses activités, il faut comprendre la présente intervention comme une approche pilote dont les leçons apprises pourront guider les acteurs dans la consolidation de l’économie créative comme secteur porteur pour l’économie urbaine en Guinée. L’appui à la création et à l’accélération suivront globalement les principes suivants: focus sur des initiatives à haut potentiel, à effets structurant et de levier sur l’économie créative; stimuler l’innovation (technologique et numérique); focus sur des initiatives/entreprises inclusives (emploi des jeunes, inclusion des femmes, formation des moins qualifiés, ...); stimuler la génération d’emplois stables et décents; stimuler des investissements à faible empreinte environnementale; miser activement sur des liens économiques entre les différents marchés, tant au niveau local/régional/national/international et la mise en relation des acteurs; stimuler la transformation digitale dans le secteur de l’économie créative en identifiant des opportunités d’innovation dans

le secteur; et tester des approches et des instruments innovants, dans la perspective de tirer les leçons apprises pour la consolidation de l'économie créative en Guinée.

4.3 Intégration des questions transversales

La présente intervention accordera une attention particulière au soutien aux **femmes entrepreneurs** et assurera que des services dédiés leur soient offerts pour leur permettre de participer à un entrepreneuriat de croissance qui génère de la valeur ajoutée et de l'emploi. Par ailleurs, on sait que les femmes sont davantage impactées par la fracture numérique et donc, potentiellement, éloignées de l'innovation technologique. Des activités seront menées directement ou en lien avec l'écosystème entrepreneurial (APIP, incubateurs notamment). Des synergies seront recherchées avec l'action portant sur l'entrepreneuriat féminin notamment pour l'identification de niches porteuses dans le secteur de la culture spécifique aux femmes.

Plusieurs activités spécifiques seront menées pour promouvoir des processus de production, de fabrication, de démonstration respectueux de **l'environnement** ou utilisant des matières de produits recyclés. Ces actions auront valeur démonstrative et d'exemple dans un contexte local où le respect de l'environnement est une préoccupation mineure face aux autres défis sociétaux. La mise en valeur des aspects écologiques des produits culturels sera également considérée comme une plus-value qualitative et une opportunité d'attirer de nouveaux clients et/ou partenaires.

Un projet d'appui à l'économie créative renforce le rôle de la culture et de la créativité comme vecteurs de la **prévention des conflits**, du dialogue interculturel, de l'inclusion et de la cohésion sociale, de la diversité culturelle et des questions liées à l'évolution des identités. L'ouverture des espaces de réflexion dans le travail sur et par les créations participent au développement du pluralisme.

Les droits culturels sont reconnus comme des **droits humains** fondamentaux par la Déclaration universelle des droits de l'Homme (art. 27, 1948), la Convention internationale des droits de l'enfant (art 29, 30, 31, 1989) et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (art.15, 1966). Garantir l'application des droits culturels est donc essentiel pour permettre un développement social inclusif et une approche de développement durable centrée sur les personnes. De plus, la Guinée a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention sur les droits de l'enfant et a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées. L'action veillera à ce que les personnes dans les situations les plus vulnérables (ex. personnes handicapées), les minorités bénéficient des activités en application de l'approche fondée sur les droits qui inclue le respect des principes d'indivisibilité du droit, de transparence, redevabilité, non-discrimination, autonomisation et participation et la réalisation des droits humains dans la conception, la mise en œuvre, le monitoring et l'évaluation de l'ensemble des actions.

En ciblant les jeunes urbains actifs dans les secteurs de l'économie créative, cette intervention aura nécessairement un impact sur les **causes de la migration**. Cela étant, la migration doit être abordée ici comme une opportunité, notamment d'engagement de la diaspora mais également de possibilités d'échanges de savoir-faire dans une perspective de migration circulaire.

4.4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le programme des Nations unies pour le développement durable à l'horizon 2030. Elle contribue principalement à la réalisation progressive des ODD suivants:

ODD principal:

ODD 8: Accès à des emplois décents :

Cible 8.3: Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent les activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers lié à la création d'emplois décents, à l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation, et l'appui à la formalisation des micro-, petites et moyennes entreprises

Cible 8.9 : D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux ;

ODD secondaires:

ODD 5: Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles; Cible 5.b: Renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier de l'informatique et des communications, pour favoriser l'autonomisation des femmes;

ODD 10.2: Autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre;

ODD 11: Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables; Cible 11.4: Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial;

ODD 12: Établir des modes de consommation et de production durables: mise en œuvre de la Cible 12: Mettre au point et utiliser des outils de contrôle des impacts sur le développement durable, pour un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux;

ODD 17: Cible 17.9: Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

5. MISE EN ŒUVRE

5.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Guinée.

5.2. Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 36 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3. Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

NA

5.4. Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁰.

5.4.1. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec ENABEL. Cette mise en œuvre implique la totalité de ce projet de soutien à l'émergence de l'économie créative en Guinée tel qu'indiqué à la section 4. L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants: expérience avérée dans le secteur dans le pays et disposition d'un réseau élargi pour la mobilisation d'expertise et le développement de partenariat. ENABEL met déjà en œuvre un programme de promotion de l'entrepreneuriat durable et création d'emplois en Guinée dans le cadre de la coopération bilatérale belge. Ce programme comprend notamment un volet consacré à l'entrepreneuriat urbain, ainsi qu'un volet se centrant sur l'appui à l'entrepreneuriat féminin. La présente action complète les actions en cours et sera mise en œuvre en complémentarité et synergie dans la même zone d'intervention. Elle pourra s'appuyer sur l'ancrage institutionnel existant et sur les études de filières en cours menées par ENABEL qui permettront une meilleure connaissance du tissu entrepreneurial existant et des besoins de ces filières. En plus, ENABEL dispose de la capacité de mobiliser l'expertise d'institutions tels que Africalia, Bozar ou hub.brussels via des partenariats publics existants.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée et l'entité de remplacement, la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe par subventions conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées ci-dessous:

(a) Objet de la ou des subventions

L'objectif sera la mise en œuvre de l'ensemble de l'action.

(b) Type de candidats visés

Pour être éligible à une subvention, le demandeur doit:

- être une personne morale,
- être sans but lucratif;
- être un type spécifique d'organisation tel que: organisation non gouvernementale, opérateur du secteur public, autorité locale, organisation internationale (intergouvernementale), organisation des nations unies;
- être directement responsable de la préparation et de la gestion de l'action avec le(s) codemandeur(s) et entité(s) affiliée(s), n'agissant pas en tant qu'intermédiaire.

Les subventions peuvent être accordées à des bénéficiaires uniques (mono-bénéficiaires) et à des consortiums de bénéficiaires (coordinateur et co-bénéficiaires).

¹⁰ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

(c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions aux demandeurs sélectionnés selon les critères suivants: capacité financière et opérationnelle.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'attribution de la subvention sans appel à propositions se justifie car une situation de crise a été déclarée pour la République de la Guinée face au COVID-19. L'urgence de répondre à la crise est telle qu'un appel à proposition n'est pas envisageable. Il est justifié de permettre le recours à des attributions directes de subventions, telles que définies à l'article 195 du Règlement financier.

5.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6. Budget indicatif

	Contribution de l'UE (en EUR)
1. Gestion indirecte avec ENABEL	2 500 000(*)
R1 : La compétitivité et la croissance inclusive des entrepreneur(e)s créatifs/ves dans les secteurs de la mode, du design et de l'audiovisuel sont soutenues par des subventions, des services d'incubation et facilitation d'accès aux marchés, et d'accélération.	1 300 000
R2 : L'écosystème entrepreneurial est renforcé pour faciliter l'insertion des créateurs d'entreprises/entrepreneur(e)s des domaines de la mode du design et de l'audiovisuel aux chaînes de valeurs locales, régionales et internationales.	570 000
R3 : L'environnement des affaires est amélioré pour les secteurs de l'économie créative.	380 000
5.9Évaluation – 5.10 Audit	100 000
5.11 Communication et visibilité	150 000
Total	2 500 000

(*) Ce montant inclut l'ensemble des coûts directs (activités et moyens généraux dédiés à l'action) et des coûts indirects (7 % des coûts directs) de l'action.

5.7. Structure organisationnelle et responsabilités

La structure de pilotage reste à définir en détail mais s'alignera sur le cadre déjà établi dans les interventions belges sur l'entrepreneuriat urbain et l'entrepreneuriat féminin. Un comité de pilotage et un comité technique avec les représentants des parties prenantes mentionnées à la section 1.4 seront établis. Le premier se réunira une fois et le deuxième deux fois par an au minimum. Ils pourront être convoqués autant que de besoin sur demande de l'un de leurs membres. ENABEL mettra en place une équipe chargée de la planification, l'organisation, l'exécution de toutes les activités de l'action. Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

5.8. Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, ventilés selon l'âge, le sexe et le handicap dans la mesure du possible, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet).

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission européenne peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9. Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandée par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait qu'il s'agit d'une action innovante et à caractère pilote dont les leçons apprises seront importantes en termes de recommandations pour des réformes politiques et des possibles futurs appuis à ce secteur.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 14 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.10. Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus [au titre d'un contrat-cadre.

5.11. Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

Afin d'accroître la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'intervention. Les activités, les produits attendus et les indicateurs associés sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'intervention, comme convenu entre les parties (la Commission européenne et le ou les partenaires chargé/s de la mise en œuvre).

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus (au maximum 10)	Indicateurs (au moins un indicateur par résultat attendus)	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif général)	L'économie créative contribue à la croissance économique et de l'emploi pendant la relèxe post-COVID-19 en Guinée. Voir section 4 du document d'action	L'APIP collecte les données relatives au nombre d'entreprises dans les secteurs de l'ICC Le nombre d'emplois formels et l'estimation des emplois informels dans les secteurs des industries culturelles et créatives augmente (désagrégué par âge, sexe, handicap si possible)	Enquêtes Voir aussi si dans le rapportage ODD ou CDMT du gouvernement si certains indicateurs relatifs à la croissance sont collectés	<i>Sans objet</i>
Effet(s) direct(s)	Le soutien à l'entrepreneuriat culturel et créatif et à la numérisation de l'économie créative dans les zones urbaines et péri urbaines de Conakry, Kindia et Mamou renforce les capacités des acteurs de la mode, du design et de l'audiovisuel à créer des entreprises et de l'emploi dans ces domaines	Nombre d'entreprises créées (ou formalisées) dans les secteurs de la mode, du design et de l'audiovisuel dans les zones de Conakry, Kindia et Mamou (incluant le nombre de femmes dirigeant lesdites entreprises) Proportion de femmes parmi les chefs d'entreprises formalisées dans le secteur de la mode, du design et de l'audiovisuel	APIP enquêtes	<i>Les porteurs de projets sont incités à créer ou formaliser leur entreprise</i>
Produits	<u>R1</u> : La compétitivité et la croissance inclusive des entrepreneur(e)s créatifs/ves dans les secteurs de la mode, du design et de l'audiovisuel sont soutenues par des services	<u>R1.1</u> : Nombre de porteurs de projets ICC accompagnés qui ont créé leur entreprise (désagrégué par sexe) <u>R1.2</u> : Nombre d'entreprises accompagnées	Comme ci-dessus pour l'indicateur correspondant.	Facteurs externes qui ne relèvent pas de la gestion du projet et qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur le lien

	<p>d'incubation, de formation professionnelle, d'appuis financiers, de facilitation d'accès aux marchés, et d'accélération</p> <p><u>R2</u> : L'écosystème entrepreneurial est renforcé pour faciliter l'insertion des créateurs d'entreprises /entrepreneur(e)s des domaines de la mode, du design et de l'audiovisuel aux chaines de valeurs locales, régionales et internationales</p> <p><u>R3</u> : L'environnement des affaires est amélioré pour les secteurs de l'économie créative</p>	<p>dans le domaine de la mode, du design et de l'audiovisuel ayant levé des fonds (capital ou prêt)</p> <p><u>R.2</u> : Nombre d'emplois (H/F) créés par les entreprises accompagnées</p> <p><u>R3</u> : Nombre de réformes/ actes juridiques relatives droits d'auteur et propriété intellectuelle initiées par le gouvernement</p>		produit-effet direct.
--	---	--	--	-----------------------